



Munich Personal RePEc Archive

The Informal Economy in Algeria

BENABBOU, Hassiba and BELBACHIR, Gouraya and
BELBACHIR, Hadjira

University of Saida, Algeria, University of Tizi Ouzou, Algeria,
University of Algiers 1, Algeria

14 January 2021

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/105780/>
MPRA Paper No. 105780, posted 05 Feb 2021 23:52 UTC

The Informal Economy in Algeria

Hassiba BENABBOU¹, Gouraya BELBACHIR², Hadjira BELBACHIR³

¹ PhD Student, Department of Management, University of Saida, Algeria, hassiba.benabbou@univ-saida.dz

² Lecturer Prof, Department of Management, University of Tizi Ouzou, Algeria, gouraya.belbachir@umt.dz

³ PhD Student, Department of Law, University of Algiers 1, Algeria, hadjira.belbachir@yahoo.fr

ARTICLE INFO

Article history:

Received:30/11/2020

Accepted:01/01/2021

Online:11/01/2021

Keywords:

Economy

Formal Economy

Informal Economy

Algeria

JEL Code:E220; E226

ABSTRACT

The globalization of many countries is largely the informal economy in Algeria. Although there is a gap between the different estimated studies, their integration into the formal economy seems obvious, so it remains necessary to find the applicable strategy for their participation in growth indicators after the fall in oil prices. A profit with an increase in GDP, which reached 25.41% of gross domestic product.

L'Economie Informelle en Algérie

Hassiba BENABBOU¹, Gouraya BELBACHIR², Hadjira BELBACHIR³

¹ Doctorante, Département Sciences de Gestion, Université de Saida, Algérie, hassiba.benabbou@univ-saida.dz

² Maître Assistante, Département Sciences de Gestion, Université de Tizi Ouzou, Algérie, gouraya.belbachir@umt.dz

³ Doctorante, Département du Droit, Université d'Alger 1, Algérie, hadjira.belbachir@yahoo.fr

ARTICLE INFO

Reçu:30/11/2020

Accepté: 01/01/2021

En ligne: 11/01/2021

Mots clés:

Economie

Economie Formelle

Economie Informelle

Algérie

Code JEL: E220; E226

RÉSUMÉ

La mondialisation de nombreux pays constitue dans une large mesure de l'économie informelle en Algérie. Bien qu'il existe un décalage entre les différentes études estimées, leur intégration dans l'économie formelle semble évidente, il reste donc nécessaire de trouver la stratégie applicable pour leur participation aux indicateurs de croissance après la baisse des prix du pétrole. Un bénéfice avec une augmentation du PIB, qui a atteint 25,41% du produit intérieur brut.

- **INTRODUCTION:**

L'économie informelle est un phénomène propre à chaque pays du monde en développement ou développés aucun pays n'est à l'abri de ce fléau en raison de son expansion ainsi tous les pays cherchent à amenuiser cette lacune en tarissant ses origines, ce qui nécessite une rigoureuse attention aux structures de cette économie pour appliquer des solutions de gestion curatives en identifiant les raisons. Au lieu de se concentrer sur ses résultats négatifs qui ont émergé à bien des égards alors que les moyens de renforcement des effets positifs sont impératifs.

Les données du FMI indiquent que l'économie informelle fait partie intégrante de l'économie de tous les pays en particulier les pays en développement, et qu'elle contribue à des degrés variables du développement en fournissant des emplois et des sources de revenus pour grand nombre de personnes, ainsi que l'interaction positive avec l'économie formelle à quoi il doit être reconnu et apprécié de part son importance pour le PIB, et sa contribution à l'emploi, des biens et des services.

Problème de recherche:

La dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis du secteur pétrolier en tant que seule source de revenu l'a condamné à une vulnérabilité de par les fluctuations du marché de la bourse internationale et l'instabilité de l'import-export en matière quantitative. Ainsi qu'à la faible contribution d'autres secteurs économiques en raison du phénomène de l'économie informelle.

A cet effet : la question primordiale : l'État peut-il intégrer l'économie informelle pour rattraper la perte subie par le Trésor public suite à la dégringolade des prix du pétrole ?

Le but de la recherche:

L'importance de la recherche est une dissection de l'économie informelle pour s'éloigner du péril de ses effets négatifs.

I. L'économie informelle :

a) Concept de l'économie informelle :

Aujourd'hui, nous sommes confrontés devant les différences surgissant entre économistes et anthropologues sur la détermination du concept, selon de multiples manifestations, ce phénomène n'est point caractérisé par la modernité, mais son apparition est considérée comme moderne, en particulier avec son introduction officielle par les organismes et institutions internationales.

Le premier à donner le concept d'économie informelle a été l'anthropologue Kate Hart en 1971, qui a analysé le chômage urbain, dans lequel il a constaté que le secteur avait non seulement continué, mais aussi élargi. (Hart, 1973, p. 69).

Le terme économie informelle a été largement accepté après que l'OIT a systématiquement analysé ces activités, les trouvant non reconnues : non protégées, dépourvues de réglementation. Les membres du panel ont remarqué que le secteur informel couvre un éventail d'activités coulant entre les établissements en difficultés et les entreprises rentables (OIT, 2002, p. 4).

Le butoir entre l'économie formelle et l'économie parallèle détermine la légitimité ou l'illégalité de ces processus, un groupe de chercheurs considère que l'économie parallèle demeure l'activité du secteur privé et le deuxième groupe les considère comme des opérations économiques clandestines, illégales.

Vito tanzani (1980) :

Tous les revenus qui ne sont pas divulgués aux autorités fiscales et qui ne sont pas inclus dans les comptes nationaux (TANZI, 1980, p. 427).

Shneider friedrich (2013) :

Ce sont toutes les activités génératrices de revenus économiques qui ne sont pas consignées dans les calculs du produit national brut, soit pour les dissimuler délibérément afin d'échapper aux obligations légales liées à la

divulgateur de ces activités, soit parce que ces activités sont contraires au système juridique qui prévaut dans le pays. (SHNEIDER & BUEHN, 2013).

On l'appelle l'économie informelle, l'économie cachée, l'économie parallèle, qui comprend non seulement des activités illégales, mais aussi les formes de revenus qui ne sont pas déclarées et dérivées de la production de biens et de services légitimes, que ce soit à partir de transactions en espèces ou de transactions effectuées par le système de troc, il comprend toutes les activités économiques qui sont taxées en général comme indiqué et le tableau suivant montre les activités de l'économie informelle.

Tableau 1 : Une Taxonomie des Types d'Activités Economiques Informelles

Type d'activité	Transactions monétaires		Transactions non monétaires	
Activités Illégales	Commerce de marchandises volées, Drogues ; fabrication de drogues ; Prostitution, jeux de hasard, fraude		Troc, drogues, marchandises volées, etc.	Produire ou cultiver des drogues pour son propre usage. Vol pour usage personnel
	L'évasion fiscale	Évitement fiscal	L'évasion fiscale	Évitement fiscal
Activités Légales	Revenus non déclarés d'une activité indépendante, salaires, traitements et actifs	Réductions pour les employés, avantages en nature (voitures, nourriture subventionnée, etc.)	Échange de services et de biens juridiques.	Le bricolage

Source : Owen LIPPERT, Michael WALKER, 1997, **The Underground Economy : Global Evidence of its Size and Impact**, The Fraser Institute, Vancouver, British Columbia, Canada, p. 05.

Cependant, le cadre conceptuel du secteur informel intègre 3 critères essentiels issus de la 15ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) de 1993, pour définir le secteur informel. Il s'agit de : (INS, 2020, p. 9)

- L'organisation légale des entreprises ;
- La propriété ;
- Le type de comptabilité.

Ainsi, de façon opérationnelle, les unités de production informelles, sont des travailleurs à compte propre, ou des employeurs qui remplissent les conditions suivantes (INS, 2020, p. 9):

- Ne tiennent pas de comptabilité formelle ;
- Ne sont pas enregistré à la CNRC ;
- La production des biens ou des services sont marchands.

b) Raisons de l'économie informelle:

Des études ont montré que les taux de croissance de l'économie parallèle sont plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés, pour plusieurs raisons, notamment :

Des systèmes politiques injustes, qui à leur tour créent des systèmes économiques et sociaux injustes, qui obligent certains groupes à exercer dans l'économie parallèle (MAHMOUD & RAMZI, 2019, p. 15) .

De faibles niveaux de salaires matériels et moraux qui ne sont pas proportionnels au niveau de vie, ainsi que des systèmes de promotion qui manquent de justice, peuvent encourager les individus qui sont illégalement injustes à dériver, et les amener en effet à se soustraire des emplois formels à des emplois cachés, qui conduisent tous à la fragilité des capacités des individus et le gaspillage de leurs énergies, leur manque de dévouement au travail et la maîtrise de celui-ci, qui affecte négativement la société et l'État (MAHMOUD & RAMZI, 2019, p. 18) .

L'écart important entre les intrants et les extrants des établissements d'enseignement, c'est-à-dire l'offre de travail, dépasse la demande de travail dans le secteur formel, les forçant à chercher un emploi dans le secteur informel.

Le niveau élevé des impôts et la croissance de la charge fiscale, qu'elle soit directe ou indirecte pour augmenter le ratio d'imposition par rapport au produit national, ce qui conduit à la tentative d'éviter les impôts ou de les échapper, et cela a conclu une étude Kaldor sur la réforme fiscale en Inde que l'incitation à échapper à l'impôt, que ce soit en réduisant l'imposition ou la tendance à l'économie informelle, ou l'augmentation artificielle des déductions fiscales dépend des nouveaux taux d'imposition, car ils contrôlent les gains de l'évasion en pourcentage du revenu exonéré d'impôt. (KALDOR, 1959, p. 108).

Règlements et restrictions gouvernementaux : L'intervention du gouvernement incite fortement les clients du marché à échapper aux restrictions quantitatives.

Le prix imposé par le gouvernement est que l'intervention, et en général, plus les restrictions et les contrôles rejetés par le gouvernement, plus la motivation de certaines personnes à contourner la réglementation, et dans le processus diverses activités qui sont difficiles à contrôler sont une composante importante de l'économie parallèle et la multiplicité des aspects de l'intervention gouvernementale dans tous les Marchés, marchés des produits de base, marchés des capitaux, multiples aspects de l'intervention gouvernementale sur tous les marchés, sur les marchés des produits de base, sur les marchés des capitaux, les marchés et les multiples aspects de l'intervention gouvernementale sur tous les marchés, sur les produits de base, les marchés financiers, les marchés des changes et les marchés du travail (ANDROS, 2005, p. 40).

Le rôle des petites entreprises:

Les petites entreprises contribuent à la croissance et au développement de l'économie informelle en raison de la nature de ces projets, qui ont tendance à effectuer la plupart de leurs transactions avec de l'argent liquide et non la facturation (NABIH, 2008, p. 45).

Rareté des biens:

Les facteurs qui influent sur l'économie informelle dans les pays en développement sont différents des pays développés. Sur elle (NABIH, 2008, p. 46).

La corruption:

L'économie informelle et la corruption sont souvent considérées comme les deux faces d'une même pièce ou « comme des jumeaux qui ont besoin l'un de l'autre ou qui se battent les uns contre les autres, ce qui a incité la recherche de sa relation les uns avec les autres, et cette relation peut varier, elle peut être complémentaire et peut se remplacer l'une l'autre (DRHER & FRIEDRISH, 2006) .

La Banque mondiale a défini la corruption comme un abus de pouvoir à des fins privées. La corruption se produit généralement lorsqu'un employé accepte, demande, chantage ou corruption pour financer un contrat ou mener un appel d'offres public, comme lorsque des agents ou des intermédiaires d'entreprises privées ou d'entreprises offrent des pots-de-vin pour tirer parti des politiques ou procédures publiques. Pour vaincre les concurrents et faire des profits en dehors des lois, la corruption peut également se produire en exploitant la fonction publique sans recourir à la corruption en nommant des parents et en exploitant directement les fonds de l'État.

Le chômage:

Le chômage est indubitablement le réservoir du secteur informel des analyses ont montré la corrélation existante plus le chômage augmente le secteur informel progresse.

Certain participants à l'économie formelle ne font que chevaucher l'économie parallèle uniquement pour arrondir leur fin de mois et conserver leurs prestations sociales .

L'analyse scientifique de l'impact du chômage sur la taille de l'économie parallèle montre que l'impact peut être ambigu. Cela peut être le cas, puisque certains des participants à l'économie parallèle peuvent également avoir un emploi officiel ou travailler officiellement à temps partiel juste pour conserver leurs prestations sociales (BAJADA & FRIEDRICH, 2009). Par conséquent, l'argument habituel suit l'idée que le chômage est en corrélation avec l'économie parallèle. Elle peut également être étayée par diverses preuves empiriques formulées

par (williams, 2016, p. 50), qui montrent que si le chômage augmente de 1 %, l'économie parallèle augmentera de 0,32 %. Une telle relation peut s'expliquer par de bas salaires, c'est-à-dire que les gens qui gagnent peu, ont tendance à chercher d'autres moyens de gagner de l'argent, ce qui pourrait être plus facile à atteindre dans l'économie parallèle. Par conséquent, lors de l'analyse des déterminants de l'économie parallèle, l'hypothèse suivante est soulevée: l'augmentation du chômage conduit à une augmentation de la taille de l'économie parallèle.

c) Méthodes de mesure de l'économie informelle:

Tableau 02: Méthodes de mesure de l'économie informelle

Méthodes	Les caractéristiques les plus importantes
Itinéraires directs Analyse d'échantillon Vérification fiscal	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Estimer la taille de l'économie informelle à partir des données de l'enquête directe ✓ Évaluer la taille de l'économie informelle à partir de la mesure du revenu imposable non déclaré
Itinéraires indirects Statistiques des comptes nationaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Estimer la croissance de la taille de l'économie informelle en fonction de la disparité entre les statistiques sur les revenus et l'accord dans les comptes nationaux ou les données individuelles ✓ Estimer la croissance de l'économie informelle sur la base d'une baisse de la participation à l'emploi dans l'économie formelle
Statistiques sur la main-d'œuvre Transactions	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En utilisant des données sur le volume total des transactions monétaires dans l'économie afin de calculer le produit intérieur brut (PIB), puis estimer la taille de l'économie informelle en soustrayant le produit intérieur brut (PIB) officiel du produit intérieur brut total.
Demande d'argent	
Approches physiques (consommation d'électricité)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Estimer la taille de l'économie informelle de la réalité de la demande de liquidités, en supposant que les transactions de l'économie informelle se font en espèces, et que l'augmentation du volume des activités cachées augmente la demande d'argent ✓ Soustraire le taux de croissance global du PIB officiel du taux de croissance de la consommation totale d'électricité et ramener la différence entre eux à la croissance de l'économie informelle

Source : Dominik.H.Enste /freidrich schneider The shadow economy an international Survey working paper N° (196) 1999 p27

II. L'économie informelle en Algérie :

a) Le développement de l'économie informelle en Algérie :

Tableau 03: la taille de l'économie informelle

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
La taille de l'éco informelle	34.96	36.14	38.16	38.88	37.64	37.68	37.18	38.28	36.11
Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
La taille de l'éco Informelle	34.2	33.58	31.9	29.62	27.76	24.93	24.44	24.21	24.07
Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
La taille de l'éco Informelle	25.9	25.89	27.37	26.94	25.98	25.74	23.98	24.16	25.41

Source: Leandro Medina and Friedrich Schneider, Shadow Economies Around the World: What Did We Learn Over the Last 20 Years?, IMF working paper 2017, p. 61.

Le tableau suivant montre les transformations de l'économie informelle en Algérie durant la période 1991-2017, en laquelle l'économie nationale a connu des progressions importantes reflétées sur la plupart des variables macro, de cette économie informelle.

L'Algérie est l'un des rares pays où les problèmes de l'économie parallèle sont le résultat des variations des structures économiques.

Période 1989-1980:

Les années 1980 ont pris un tournant négatif sur le développement de l'économie algérienne, caractérisée par le départ de la stratégie de développement multiple qui a conduit à la baisse du rythme des investissements, avec l'effondrement des prix du pétrole en 1986, les taux de chômage ont augmenté de 22% et la fragilité de l'économie algérienne a poussé le gouvernement algérien à intervenir en urgence, il a dû se lancer dans des réformes économiques, mais ces réformes déviées à savoir : des réformes politiques plutôt que les réformes économiques, qui ont abouti à une crise politique en 1988, où l'Algérie est entrée dans le pluralisme et l'ouverture politique, sur laquelle il a été caractérisé par le pluralisme une mutation qui a mis en garde contre une crise politico économique les conséquences de cette crise ont été l'origine de l'expansion du phénomène de l'économie parallèle, qui a accompagné l'économie algérienne.

Période 1990 -2000:

Nous notons sur le tableau que les niveaux de l'économie informelle ont enregistré les niveaux les plus élevés en période des années 1990, où il a été enregistré le taux le plus élevé de 38,88 % en 1994, où le stade des années 1990 est connu sous le nom de décennie noire et c'est une instabilité de la sécurité en plus de l'endettement qui a atteint 27 milliards de dollars en 1990, Le taux de chômage est passé de 19 % en 1990 à 23 % en 1993, avec l'intervention du Fonds monétaire international (FMI), qui a imposé des réformes structurelles à l'Algérie en 1994, la situation s'est aggravée et le chômage est passé de 24 % en 1994 à 28 % en 1998, ainsi le nombre de chômeurs a augmenté de 4 % en quatre ans de 1 %. Chaque année, suite à la privatisation des institutions économiques et la sortie de milliers de travailleurs pour des raisons économiques a atteint 15 000 travailleurs en 1996 et 49 000 en 1997-1998 tout ce grand nombre de chômeurs est allé agrandir les rangs de l'économie informelle (ADDOUN & AYEB, 2010, p. 185).

La permanence d'un taux de chômage élevé pour certaines catégories de main d'œuvre, en particulier pour les qualifiés, est un facteur déterminant de la persistance du chômage (ALOU, 2019, p. 19).

Période 2001-2020:

Sur le tableau, nous notons que le ratio de l'économie informelle a connu une baisse relative, qui a atteint en 2005 24,93 % en raison de la politique adoptée par l'État, mais l'Algérie à ce jour, c'est-à-dire qu'en 2020 est toujours en transition, et sa transition vers une économie de marché est très lente malgré la politique de restructuration économique avec la libéralisation des échanges internationaux.

b) Activités de l'économie informelle en Algérie:

Les activités dans l'économie informelle vont d'activités cachées légitimes à des activités interdites punissables par la loi algérienne

Activités cachées légitimes:

Le but de la dissimulation de ces activités est d'échapper aux obligations financières, juridiques et administratives qui réglementent la pratique du travail domestique, tels que le travail domestique, l'évasion fiscale, Fraude à la sécurité sociale, fraude douanière, marché noir pour les devises .

Activités cachées illégales:

Dans le cadre de l'économie illégale, tous les crimes économiques qui génèrent des revenus cachés tels que les crimes liés à la drogue de toutes sortes, la corruption, la fraude dans les transactions des biens, les vols et les détournements de fonds, la contrebande de fonds, l'emploi de fonds illégaux, la contrefaçon de devises et le blanchiment d'argent non Enregistrés dans des comptes nationaux et non acquitte des impôts, source des activités interdite par la lois (DINNE, 2017, p. 114).

c) Stratégies prises par l'Algérie pour intégrer l'économie informelle:

La plupart des spécialistes de l'économie informelle s'accordent à dire que les politiques économiques seront plus efficaces si la taille de l'économie parallèle est faible, de sorte que l'État algérien a proposé plusieurs mesures pour faire face au phénomène de l'économie informelle dans le but de l'éliminer ou de l'atténuer, notamment :

1. Stratégie nationale de lutte contre la corruption:

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, la loi 01-06 du 20 février 2006 sur la prévention et la lutte contre la corruption a été mise en œuvre, qui vise à soutenir les mesures de prévention de la corruption et de lutte et à promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la transparence dans la conduite des secteurs public et privé; un organe national a également été créé. Prévenir et combattre la corruption (Le ministère du Justice, 2006).

L'article 13 de la loi anticorruption prévoit une série de mesures visant à prévenir l'implication du secteur privé dans la corruption et, le cas échéant, des sanctions disciplinaires et dissuasives à l'encontre des auteurs d'infractions de corruption, dont la plus importante est la modification du décret no 10-236 par décret présidentiel no 15-247, qui comprend la réglementation des transactions. Général, et le mandat de l'installation publique afin de lutter contre le phénomène de la contrebande a été émis l'ordre 06-09 de 2006, qui modifie et complète l'ordre 05-06 de 2005, qui vise à lutter contre la contrebande, en particulier par l'élaboration de mesures préventives, et l'amélioration des cadres de coordination entre les secteurs, pour créer des règles spéciales dans la région. Suivi et répression, et mécanismes de coopération internationale (ALSHAFII, 2008, pp. 25-31)

2. Stratégie de promotion et d'intégration des femmes:

Dans le cadre de l'atteinte de l'objectif de promotion des femmes et de leurs droits, voici Un programme de création d'observatoires de l'emploi des femmes a été développé dans un secteur similaire à l'Observatoire des femmes du Ministère de l'énergie et des mines qui est rarement inclus dans La nouvelle entreprise de gestion des ressources humaines.

- Système de micro-prêts, qui a bénéficié à 90 % des femmes en 2007.

- Élaborer une stratégie nationale de promotion et d'intégration des femmes afin de leur permettre de bénéficier de programmes de développement.

- Contribuer à la promotion de l'environnement des affaires et a été approuvé par le Conseil d'Administration 2008 (NACEUR, 2016)

3. Intérêt et promotion des PME:

Le début de la fusion passe par de petites entreprises, qui constituent la pierre angulaire de l'économie informelle en promouvant et en soutenant les PME, notamment en facilitant l'accès aux biens appropriés pour leurs activités.

- Travail sur le développement de systèmes fiscaux sur mesure avec les PME.
- Faciliter l'accès à un financement adéquat pour leurs besoins (le journal officiel de l'Algérie, 2001)

4. Réduire le marché parallèle et développer la concurrence:

Le Ministère du commerce a pris des mesures pour contrer l'économie informelle après avoir compté 1 368 marchés parallèles en 2012, dont les plus importants sont les:

- **Programme des marchés couverts:** Le ministère du Commerce a bénéficié d'environ 10 milliards de dinars pour achever 320 marchés dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 visant à refléter l'entente conjointe entre le ministère de l'Intérieur et les communautés locales et le ministère du Commerce sur la suppression des marchés parallèles .
- **Le Programme du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales:** un programme pour l'achèvement de 100 commerces dans chaque municipalité, visant à promouvoir le travail de l'artisanat et à créer des activités liées à la promotion de l'emploi (le ministère du commerce, 2013, p. 4).
- **Le programme d'achèvement des marchés de quartier:** Le ministère de l'Intérieur et les communautés locales ont alloué une enveloppe financière de 12 milliards de dinars pour achever 460 marchés de quartier afin de réintégrer les participants illégaux sur les marchés officiels après la suppression des marchés parallèles dans lesquels ils opèrent (le ministère du commerce, 2013, p. 5).

CONCLUSION

Cette étude vise à comprendre les méfaits de l'économie parallèle en Algérie avec son impact sur l'économie formelle au cours de la période 1980-2000 de ce phénomène, ses éléments, ses causes et ses méthodes d'estimation. Ainsi que les stratégies adoptées par l'état pour le réduire les résultats obtenus ont montré que l'économie informelle est un refuge pour les jeunes sans emploi en raison de l'absence d'investissement productifs; bien que des mesures palliatives prises par l'état, l'économie informelle demeure répandue. C'est une solution existante périlleuse des régimes l'ont utilisé pour atténuer l'impact social des crises résultant de sa politique libérale

Recommandations:

- Alléger les procédures administratives pour intégrer les institutions informelles dans l'économie formelle .
- Améliorer les salaires dans le secteur formel.
- Gouvernance rigoureuse pour éliminer la corruption, la bureaucratie.
- S'efforcer à diffuser la conscience fiscale et la consolider dans la société.
- Réduire les marges fiscales des propriétaires de petites et moyennes entreprises.

REFERENCES

- [1] OIT. (2002). *Travail décent et économie informelle*. GENEVE.
- [2] Le ministère du commerce (2013) *bulletin resultat des activités et des statistiques*. ALGER.
- [3] ADDOUN, Naceur. Dadi., & AYEB, Abdel rahmen . (2010). *Chômage et le problème de l'emploi dans les programmes d'ajustement structurel de l'économie*. ALGER: Publications universitaires.
- [4] ALOUI, Leila, (2019). *Cost effectiveness evaluation of SIVP training program*, Journal of economic growth and entrepreneurship, Vol. 3, No. 1, pp. 18-25. Algeria.
- [5] ALSHAFII, Abidi . (2008). *Loi anti-contrebande*. AIN MLILA: DAR HOUDA.algerie
- [6] ANDROS, Atif. Wallim. (2005). *Shadow Economy: Concepts, Ingredients, Reasons*,. ALEXANDRIE: UNIVERSITY YOUTH FOUNDATION .egypt

- [7] DINNE, Alhadj. Ali . (2017). Crimes de corruption dans la législation algérienne. Amman: AL-AYAM. Jordan
- [8] NABIH, Nesrine. A. (2008). Hidden Economy. ALEXANDRIA: DAR AL-WAFA DUNYA.
- [9] MAHMOUD, Ramzi ., & RAMZI, mohamed mohami . (2019). Shadow economy mafia and banks of ashur. Alexandria: universiyy education house
- [10] BAJADA, C., & FRIEDRICH, S. (2009). Unemployment And Shadow Economy In The OECD. revue VOL 60 .
- [11] dommel, c. d. (2004). Face a la corruption peut on accepter? Peut on la prevenir? Peut on la combattre? alger: edit ibn khaldoun .
- [12] DRHER, Axel, & FRIEDRISH, Schneider. (2006, JUNUARY). Corruption and the shadow economy an empirical analysis. CESIFO .working paper (public finance).
- [13] FADHIL, M. A. (2006). Le concept et les normes de la corruption. lebanon: Centre d'études sur l'unité arabe.
- [14] Hart, keith . (1973, MARS). Informal Income Opportunities And Urban Employment in Chana. (Cambridge. UNIVERSITY,)the journal Modern African Studies .
- [15] Le ministère du Justice, M. d. (2006). loi N° 06-01. Prévention et contrôle de la corruption. ALGER.